

Enjeux et défis de la refondation de l'état en République Démocratique du Congo

Noël Obotela Rashidi

Congo, mots pour maux

par Bestine Kazadi Ditabala
L'Harmattan, 2006, Paris, 53 pages
11 euros, ISBN : 2 – 296 – 01342 – 2

Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique centrale :

Le Congo-Kinshasa oriental, 1996 – 2007

coordonné par Alphonse Maindo Monga Ngonga
L'Harmattan, 2007, Paris, 310 pages, 27 euros
ISBN : 978 – 2 – 296 – 04158 – 5

Le paradoxe politique, une réalité pour la diversité culturelle au Congo-Kinshasa :

Le cas des ethnies de la Province de Bandundu

coordonné par Léon Matangila Musadila et Bruno Lapika
L'Harmattan/Espace Kinshasa, Paris, 2007, 248 pages
ISBN : 978 - 2 – 296 – 03099 – 2

RD Congo, les élections et après ?

Intellectuels et politiques posent les enjeux de l'après – transition

d'Eddie Tambwe Kitenge bin Kitoko et Anatole Collinet Makosso
Géo-Ecostrapol/L'Harmattan, Paris, 2006, 276 pages
ISBN: 2 – 296 – 02275 – 8

Entrer dans la Troisième République :

La République Démocratique du Congo face à son avenir

de Charles Wola Bangala
Espace L'Harmattan, 2007, Kinshasa, 219 pages
ISBN : 978 - 2 – 296 – 03790 – 8

Quarante-six ans après l'accession à l'indépendance, la République Démocratique du Congo (RDC) a organisé des élections multipartistes en juillet et octobre 2006. Le chemin a été long et ponctué d'atermoiements souvent funestes. La communauté internationale qui a longtemps « materné » le processus de paix et la transition espère voir le pays évoluer vers la mise en place d'un nouvel ordre politique assuré par des institutions démocratiques. Les dirigeants issus de ces consultations ont-ils la capacité voulue pour réussir le pari de cette renaissance ? Les enjeux demeurent nombreux et les défis à relever difficiles à vaincre d'un trait. Le présent compte-rendu donne l'occasion d'esquisser les pistes de solution à ces interrogations.

Une production orientée vers un plaidoyer militant

Cinq ouvrages ont été expressément retenus pour servir de trame à cette revue. Ils ont tous un dénominateur commun, celui de décrire les différentes phases de l'évolution tourmentée de la RDC. Chacun apporte son éclairage à l'histoire d'un pays en voie de sa refondation.

Cette revue s'ouvre par un cri de cœur ou de révolte qui émaille les trente-six poèmes de Bestine Kazadi. Elle y exprime ses larmes et ses espoirs. La poétesse dénonce notamment la souffrance de ses compatriotes. Ainsi, dit-elle :

*Ils ont laissé le Congo en cendres
Dans toutes ses formes de souffrance
Sous le ciel aux étoiles émues
Miroir de son âme authentique »*

Comment sont-ils parvenus à réduire en cendres les 2.345.000 km² de ce sous-continent ? A cette question répondent Alphonse Maindo et ses collaborateurs.

L'ouvrage de Ngonga rassemble les contributions de dix-sept chercheurs qui s'efforcent de démontrer « comment la violence (armée) récurrente structure la société congolaise et marque son devenir depuis de longues années ». En cinq parties, les auteurs se résolvent successivement à contextualiser la violence ; à relever les transformations induites par la guerre et les conflits ; à donner un aperçu des acteurs locaux au Kivu et en Ituri, ainsi qu'aux ressources mobilisées ; à s'intéresser au combat sans merci pour la survie ; enfin à évaluer le processus de normalisation politique post conflit.

Le lecteur découvrira notamment les aspects de la milicianisation des jeunes, les acteurs de la violence sexuelle, la « guerre dans la guerre » ou les affrontements entre Rwandais et Ougandais, le recours au sacré par les milices, les hauts et les bas du processus de démobilisation et de réinsertion.

Ce livre démontre finalement jusqu'à quel point le déchaînement de la violence trouve son fondement dans l'Etat, le pouvoir et le contrôle des ressources. La vie d'un homme n'a aucune valeur. Certes l'Est du Congo a été très affecté par les guerres, mais une ville, Kisangani (jadis Stanleyville), en porte singulièrement les stigmates. Par delà ces crises et les guerres, comment réinventer le quotidien ? Comment capitaliser le paradoxe politique qui hante la RDC ? La livraison suivante en esquisse les voies.

S'inscrivant en faux contre une idée reçue, Musadila et Lapika relèvent un « paradoxe politique » et soutiennent que « l'ethnicité demeure encore un espace de convivialité et un instrument de solidarité ». Ils partent du cas de ces trente ethnies de la Province de Bandundu (RDC).

Deux parties composent cette livraison. L'une est consacrée à la diversité culturelle et l'autre, au paradoxe politique. Les auteurs tentent d'expliquer le paradoxe politique à travers les ethnies de la Province de Bandundu. Par « paradoxe politique », ils entendent « cette possibilité qu'à la politique d'être le lieu du plus grand bien comme du plus grand mal, de la plus grande violence... ».

Trois raisons semblent être à la base de leur réflexion. D'abord, le caractère incontournable du débat sur la question des conflits dans la mesure où le vouloir-vivre ensemble allait de soi. Ensuite, un pays post conflit comme la RDC en quête de voies et moyens pour instaurer un Etat de droit ne peut échapper à ce questionnement.

Enfin, la situation socio politique de la RDC caractérisée par les guerres avec un risque réel de balkanisation et de morcellement motive cet exercice. La pluralité ethnique de la RDC avec ses 350 ethnies l'explique bien. En effet, « toute vraie démocratie devrait prendre au

sérieux et intégrer la question des conflits comme coexistence et inhérente à la constitution des liens sociaux et politiques... ».

Comment sortir de la quadrature du cercle, c'est-à-dire éviter les guerres, les rébellions, les tendances à la balkanisation ? Les auteurs proposent sept pistes, à savoir :

- un Etat unitaire, avec une décentralisation des pouvoirs et une large autonomie des provinces ;
- une société civile responsable et apolitique ;
- une nécessaire réconciliation nationale favorable à la reconstruction ;
- une armée républicaine et une administration publique saine ;
- une éducation à la démocratie et à la citoyenneté en direction des jeunes ;
- une nationalité protégée ;
- un débat sur la citoyenneté transfrontalière.

Matangila et Lapika proposent à la fin un Parlement bicaméral. Si la première Chambre reste composée de députés, la seconde est constituée des Sages ou des Ethnies comprenant les chefs de groupements. Ils voient le pays dirigé collégialement par cinq personnes.

Vingt-deux contributeurs de l'ouvrage, *RD Congo, les élections après*, s'efforcent de promouvoir « le retour des intellectuels dans l'espace public ». L'ambiguïté des rapports « Pouvoirs/Intellectuels » en RDC constitue une source intéressante qui révèle le rôle des intellectuels au sein des régimes autoritaires, à savoir : « légitimer le pouvoir arbitraire en place ».

Pour sortir de leur « invisibilité » et de leur disqualification, ainsi que pour ramener les intellectuels dans le débat public, il faut « privilégier la pensée critique afin que l'avènement de la Troisième République ne soit pas un nouvel échec, après le rendez-vous manqué de l'indépendance (1960-1965), après des décennies perdues dans les brumes du mobutisme (1965-1990), après les seize années (1990-2006) d'une étrange transition qui aura causé des millions de morts dans les rangs de nos compatriotes ».

Les cinq parties de cette livraison ont fourni, aux différents contributeurs, l'opportunité de « penser l'action » à entreprendre la réhabilitation de l'autorité publique. Dans la première, il s'agit de « refonder le champ politique ». Ndaywel invite à « parachever la décolonisation, dépasser les moments historiques et se lancer résolument dans le processus de renaissance du Congo ». José Patrick Nimy M. N. préconise le changement de la République non seulement par le découpage territorial, mais aussi par la requalification des mentalités collectives.

Mwayila Tshiyembe évoque la sociologie des forces politiques après les élections. Pour lui, le renouvellement de la classe politique ne saura « impulser une nouvelle culture d'anticipation, d'innovation, de compétitivité et de réforme » que selon certaines conditions. Les deux grandes coalitions en compétition doivent jouer franc-jeu, éviter le recours à la force et échapper aux agendas cachés de leurs mentors.

La deuxième partie prône le relèvement des défis économiques. Les perspectives de la relance économique ne peuvent se concevoir en dehors d'une bonne exécution du Programme Economique du Gouvernement (Mabi Mulumba). Une conditionnalité de cette relance passe par l'amélioration de la gouvernance économique et financière (Bakandeja wa Mpungu). Vital Kamerhe (Président de l'Assemblée Nationale) livre les véritables aspirations post électorales. « Dès les premiers moments post électoraux, écrit-il, il faudrait donner des signes forts, agir de manière spectaculaire sur l'imaginaire collectif pour frapper les esprits, pour imprimer la logique de mutations ».

La troisième partie met en exergue les enjeux géopolitiques. Mutamba Makombo exhorte le Congolais à sortir de sa torpeur et à changer de mentalité. Emmanuel Murhula examine l'avenir du Congo dans la région des Grands Lacs. Philippe Biyoya revisite la

géopolitique de l'Afrique Centrale au regard de la stabilité régionale. Kaumba Lufunda donne sa vision sur la manière d'améliorer le système de défense nationale. Pour ce faire, il faut soumettre l'armée, discipliner la police, surveiller les services de renseignements et contrôler l'agence de migration.

Réhabiliter l'éducation et la culture, tel est le souhait défendu dans la quatrième partie. La cinquième et dernière partie insiste sur la réorganisation du champ médiatique.

Six chapitres de dernière œuvre dans cette revue composent cet « appel à l'éveil et au réveil » des Congolais dans la mesure où « ceux qui gouvernent les États ont des préoccupations incompatibles avec celles de leurs peuples ». Comme il l'écrit, Bangala a adopté « une démarche basée sur une analyse interprétative et éthico-critique, qui ouvre sur une perspective ». Il s'agit, à partir de la critique des éléments du vécu social et politique, de « dégager, sinon des propositions de solutions, du moins d'apporter de petits éclairages dans la recherche de ces solutions ».

L'ouvrage débute par une lecture de l'histoire nationale récente suivie de la reconstruction de l'Etat comme préalable à la renaissance sociopolitique du Congo. L'auteur rappelle ce qu'est la politique et ce livre lui a également offert l'opportunité de faire quelques observations sur les acteurs évoluent sur la scène politique congolaise. La problématique de la nationalité congolaise n'a pas échappé à l'auteur.

Quel départ donner à la Troisième République ? L'auteur déploie dans le dernier chapitre l'esquisse des solutions envisagées. Il insiste sur une gouvernance sérieuse grâce à laquelle la res publica s'appuierait sur des institutions viables et crédibles ; une gestion disciplinée préoccupée notamment par le combat contre la corruption et la concussion ; une réforme du système éducatif en ouvrant l'école à tout le monde et en envisageant l'encadrement extrascolaire et post-scolaire de la jeunesse.

Au-delà de toutes les propositions et pistes, l'auteur soulève un problème fondamental qui bloque le changement. Pour que les choses bougent, il ne faudrait pas limiter le débat aux seuls gens d'en haut, mais l'étendre au peuple d'en bas. Ainsi, « le citoyen lui-même y prendra part et dira son mot. Car lui seul sait (...), ce qui devrait, ce qui pourrait changer (...). Le citoyen seul peut trancher parce que, partout et toujours, c'est lui la véritable victime (...) de toute mauvaise politique ». Une interrogation demeure cependant : « comment accorder ce pouvoir de décision au citoyen tant qu'il n'y est pas formé ? ».

La réalité deux années après les élections

Evoker la refondation ou la renaissance de l'Etat en RDC, c'est revisiter les objectifs de la Transition et les confronter avec la situation post électorale. Les objectifs assignés aux institutions de la Transition consistaient à baliser le chemin menant vers la Troisième République. Quelle évaluation peut-on en faire à la lumière des faits et gestes enregistrés après les élections ?

De tout ce qui précède, seules les élections ont connu un certain succès. En dépit des attermoissements observés, ces consultations ont vu les électeurs participer activement et avec enthousiasme. Il est pourtant admis que les élections ne constituent guère une panacée. Les objectifs mentionnés ci haut n'ont pas été totalement atteints. La restauration d'une paix durable forme une étape incontournable qui suppose aussi l'existence d'une véritable armée nationale. Sur ce point, beaucoup reste à faire¹. La situation sécuritaire demeure très préoccupante à l'Est du pays.

La transition n'a pas réussi à régler la problématique de la réconciliation nationale. L'adoption d'une loi qui lui y est relative saura difficilement gommer les frustrations

accumulées au fil de la Transition. Bestine Kazadi l'exprime bien en rappelant, dans son poème « **Des ombres** », que :

*Il est des choses difficiles à effacer
Des souvenirs de brimades
Dans des morceaux d'histoire oubliée.*

La violence décrite dans l'ouvrage de Maindo demeure encore présente et multiforme. Aucune importance n'est attachée à la vie humaine. Les séquelles et autres traumatismes de ces guerres demeurent vivaces dans la chair. Un défi à relever consiste à redonner au peuple le goût de vivre après cette « nuit de longs couteaux », après tant de frustrations et autant d'espoirs déçus. Le chemin de la réconciliation restera longtemps difficile à pratiquer dans la mesure où les plaies tardent à se cicatriser.

Les élections de 2006 ont-elles favorisé le renouvellement de la classe politique ? Organisées dans un contexte post conflit avec une population appauvrie et à la merci du premier venu, ces consultations ont donné au souverain primaire l'opportunité de s'exprimer. L'arrivée en scène de nouvelles figures n'a pas été démentie. Toutefois des sanctions ont davantage frappé certains intellectuels. En effet, dans une circonscription électorale de la Capitale, aucun professeur d'université n'a pu recueillir les suffrages des électeurs !

Cette catégorie d'intellectuels est généralement considérée comme ayant contribué à « la descente aux enfers » de la RDC. Les critiques les plus entendues accusent les professeurs d'université d'« avoir légitimé le pouvoir arbitraire en place » ou avoir collaboré avec ce régime. Sur quel segment de la société s'appuyer alors ? En effet, les partis politiques ont montré leurs limites ; la société civile s'est davantage muée en une chambre d'attente vers des fonctions politiques. Il revient au peuple de s'occuper de ses préoccupations quotidiennes et de la défense de ses intérêts.

Un dernier défi de la RDC post conflit reste la décentralisation qui voit le pays doté jusque-là de 11 provinces se transformer demain en un territoire comprenant 26 entités décentralisées. Cependant l'incertitude persiste dans la mesure où il faut « créer » autant d'institutions et gérer autant d'hommes. Un problème de gouvernance et de moyens n'a pas encore trouvé une réponse durable.

Note

¹ Lire à ce propos N. Obotela R. et Jean Omasombo T., De la fin des « composantes » à l'hégémonie par les élections en RDC, in S. Marysse, F. Reyntjens et S. Vandeginste, (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 2006-2007*, Paris/Anvers, L'Harmattan/Centre d'Etude de la Région des Grands Lacs, 2007, p. 162.